



Conférence de presse : analyse de l'USS sur la répartition des richesses, 15 novembre 2022

Augmentez les salaires ! Les travailleuses et les travailleurs en ont besoin.

Vania Alleva, présidente d'Unia

Cet automne, les salarié-e-s ressentent de plein fouet la baisse du pouvoir d'achat. Depuis des années, l'inflation n'avait pas été aussi élevée qu'aujourd'hui, les prix de l'énergie et donc du chauffage et des charges locatives explosent. Sans oublier le choc des primes des caisses-maladie, qui creuseront des trous béants dans le budget de nombreux ménages dès janvier prochain. Il reste de moins en moins pour vivre. UBS parle de la plus forte baisse du salaire réel en Suisse depuis 1942. C'était en pleine Deuxième Guerre mondiale ! Cela va complètement dans la mauvaise direction. Un salaire doit suffire pour vivre. Ce n'est plus garanti. Voilà pourquoi les salaires minimums doivent être ajustés : 4000 francs x 13 est le minimum absolu, qui doit pourtant encore être appliqué dans de nombreuses branches. Compte tenu de l'évolution salariale de ces dernières années et de l'inflation, le salaire minimum doit atteindre au moins 4500 francs pour les personnes sans formation et 5000 francs pour les travailleuses et travailleurs qualifiés.

Le problème n'est pas nouveau mais il s'aggrave

La problématique de l'évolution insuffisante des salaires ne date pas d'hier : ces dernières années, l'écart salarial n'a cessé de se creuser parce que les salaires les plus élevés augmentent tandis que les salaires moyens et faibles stagnent. Bien que la productivité s'accroisse en permanence, la progression des salaires des travailleuses et des travailleurs n'est pas à la hauteur. Concrètement, cela signifie que ces femmes et ces hommes goûtent de moins en moins aux fruits de la richesse qu'ils génèrent.

Des augmentations de salaire sont indispensables

Si la crise actuelle et l'inflation élevée affectent les salarié-e-s aussi durement, c'est aussi parce qu'elles font suite à une décennie de dévalorisation rampante du travail. Des améliorations significatives sont nécessaires maintenant. C'est pourquoi, dans le cadre des négociations salariales en cours, nous avons demandé la compensation totale du renchérissement ainsi que des hausses de salaire. 4 % à 5 % de plus : voilà ce dont les travailleuses et les travailleurs ont besoin. Il s'agit d'offrir aux personnes qui travaillent des conditions minimales qui soient au moins correctes. Au lieu de cela, le camp bourgeois au parlement va jusqu'à remettre en cause les salaires minimums cantonaux existants, qui sont des mesures de politique sociale visant à prévenir la pauvreté !

Négociations salariales : compenser le renchérissement est la moindre des choses

Au cours des négociations actuelles, nous sommes parvenus à obtenir la compensation du renchérissement dans quelques branches et entreprises, parfois davantage. Dans l'hôtellerie-restauration par exemple, ou encore dans la branche du nettoyage de Suisse alémanique, mais aussi dans l'horlogerie. Dans ces branches, nous avons évité une baisse des salaires réels à des

dizaines de milliers d'employé-e-s. Pourtant, et malgré la bonne marche des affaires, beaucoup d'autres employeurs et d'associations patronales refusent d'assumer leurs responsabilités. Dans le commerce de détail, de nombreux employé-e-s doivent se résoudre à des pertes de salaire. Les négociations avec Coop ont échoué parce que les syndicats refusent d'approuver la réduction du pouvoir d'achat du personnel. Le même scénario s'est également déroulé dans d'autres entreprises. Même dans des entreprises où la convention collective de travail prévoit la pleine compensation du renchérissement, les employeurs veulent s'y opposer. Les salarié-e-s ne l'accepteront pas. Quant aux entrepreneurs de la construction, ils accepteraient d'octroyer de meilleurs salaires à la condition expresse de pouvoir détériorer massivement les horaires de travail. En réunissant plus de 15 000 manifestants, les journées de protestation des maçons menées dans toute la Suisse ont lancé un message clair : les travailleurs et les syndicats n'accepteront pas un tel marché.

La question des salaires au cœur des préoccupations

La question des salaires et des revenus revient sur le devant de la scène car elle est cruciale pour les travailleuses et les travailleurs. En effet, la question qui se pose est de savoir si l'on arrivera à joindre les deux bouts, si l'on arrivera à payer son loyer, le chauffage, les primes d'assurance-maladie, le dentiste, les transports. Mais dans quel monde vivent ces patrons qui se plaignent à longueur de journée de la pénurie de main-d'œuvre qualifiée tandis qu'ils imposent à leur personnel l'austérité salariale ?

Nous voulons que demain encore, il vaille la peine de faire un apprentissage, de suivre une formation, de travailler. Mais pour cela, le salaire doit être juste ! C'est pour cela que les salarié-e-s et leurs syndicats s'engagent pendant les négociations salariales de cet automne et c'est ce pourquoi nous continuerons de nous battre à l'avenir.